



Ruth Murbach

Les vingt ans de la *RCDS*, 1986-2005

La *Revue Canadienne Droit et Société / Canadian Journal of Law and Society* célèbre cette année ses vingt ans de publication. Cet événement mérite d'être souligné et invite à revisiter les réalisations à partir du projet initial. Comme l'Association du même nom, à laquelle elle appartient depuis quinze ans, la *Revue* participe de cette « modeste révolution » de la recherche juridique qu'Harry W. Arthurs visait à lancer avec le rapport *Le droit et le savoir*, conçu en 1983 sur l'initiative du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

Poursuivant son projet, Harry W. Arthurs a également rédigé un texte programmatique qui ouvrit le premier volume de la *RCDS/CJLS*, en 1986, et dont je me permets de résumer ici l'essentiel en paraphrasant l'auteur (pp. 1-4). Il y rappelle la proposition centrale dans *Le droit et le savoir*, de porter une attention particulière à la recherche non traditionnelle et à la nécessité de sortir des frontières intellectuelles étroites qu'impose le répertoire limité de théories, de thèmes, de données, d'approches et de participants de l'exégèse juridique classique. La révolution qu'il appelait de ses vœux transformerait radicalement la dynamique du débat dans les facultés de droit, les institutions légales, les milieux politiques et dans la société en général.

Il mettait cependant en garde contre les avatars de trois caractéristiques fondamentales des révolutions scientifiques, la plus évidente étant leur évanescence. Il craignait en effet pour la survie de la recherche socio-juridique au Canada devant l'inertie des facultés de droit, vrais bastions d'un ancien régime de savoir et d'enseignement, qui mettraient bien des bâtons dans les roues d'un changement toujours précaire. La situation ne lui semblait guère plus rayonnante dans les autres disciplines établies des sciences sociales, où les chercheurs socio-juridiques étaient tout aussi marginalisés. Ils y étaient considérés comme consommateurs plutôt que producteurs des 'biens' théoriques et méthodologiques de leurs disciplines respectives.

D'autre part, écrit-il, la tendance au sectarisme et aux disputes schismatiques accompagne les révolutions, après une première phase d'unité et de discipline autour d'un but commun. Dans le domaine Droit et Société, au-delà de la volonté d'élargir et d'approfondir la compréhension du droit comme phénomène social, les chercheurs seraient loin d'être d'accord sur

Canadian Journal of Law and Society / Revue Canadienne Droit et Société, 2005, Volume 20, no. 1, pp. 1-7

les orientations idéologiques, les approches méthodologiques ni sur le degré acceptable d'implication dans le système juridique pour un chercheur. L'analyse critique du droit se distingue radicalement de l'analyse économique, la quantification s'oppose à la recherche herméneutique alors que les difficultés que pose la recherche interdisciplinaire exacerbent les clivages. Pour cette raison, Arthurs conseilla avec insistance aux rédacteurs de la *Revue* de garder un tel forum ouvert aux multiples manifestations de la recherche socio-juridique, de ne pas en exclure des travaux plus spéculatifs ou polémiques mais aussi de résister à la tentation de suivre les modes intellectuelles sous couvert d'une évaluation au mérite.

Le troisième aspect accompagnant les révolutions et qui exige de la vigilance, selon Arthurs, est la quête de la respectabilité, de cette 'normalité' même des régimes qu'elles visent à remplacer. Si l'objectif de la recherche socio-juridique est de transformer le discours juridique, elle cherchera inévitablement à « être utile » et à influencer le débat sur des politiques. Or – et ce que rappelle Arthurs est toujours vrai – la recherche conçue à assister la prise de décision politique ou à suggérer des politiques procède le plus souvent dans un cadre peu controversé et conventionnel. Cherchant à persuader, elle s'appuie sur des terrains communs connus, qui sont selon l'expression d'Arthurs « l'habitat de la sagesse conventionnelle ». Les différents types de financement disponibles convergent vers des critères qui font en sorte que la recherche novatrice sera difficilement évaluée positivement et que le chercheur se résignera à la recherche 'respectable' plutôt que de ne pas en faire du tout. Ainsi, insista-t-il:

[...] the *Canadian Journal of Law and Society*, and the entire project of socio-legal research, may conceivably find that at some point it has shifted from the margins to the centre of legal research. As remote and enticing as that possibility may seem today, it ought to be regarded as a mixed blessing. This suspicion of the respectable is neither a steely-eyed assertion of revolutionary resolve, nor a romanticization of the joys of being poor and unknown. It is rather a reminder that it has always been the business of serious scholars to ask hard questions and explore the implications of hard answers. The revision of paradigms and the transformation of theory and practice are not likely to result from mere extrapolation of what is known and agreed. Without at least attempting such revision and transformation, we will not be testing ourselves to the full, or making our finest contribution to our discipline or our society.

Quelle a été la contribution de la *Revue*, depuis vingt ans, à la « modeste révolution » de la recherche juridique souhaitée par Arthurs? Ses mises en garde étaient-elles justifiées? Les rédacteurs successifs, ont-ils été confrontés et ont-ils su limiter les avatars associés aux caractéristiques des révolutions scientifiques : l'évanescence, le sectarisme sinon les schismes, la quête de la respectabilité et le conventionalisme?

Rédactrice de la *Revue* depuis 1999, il m'est difficile de me prononcer à la place des collègues qui m'ont précédé et dont je tiens à souligner l'apport

important: Rainer Knopff d'abord, politologue de l'Université de Calgary, qui la fonda en 1986 et en fut le premier rédacteur jusqu'au transfert de la RCDS / CJLS à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en 1990, où elle est éditée depuis; Claude Thomasset (Sciences juridiques, UQAM) ensuite, qui la dirigea de 1990 à 1995; suivie par Roderick A. Macdonald (Law, McGill) de 1995-1997 et par Marie-Andrée Bertrand (Criminologie, Université de Montréal) de 1997 à 1999, alors que René Côté (Sciences juridiques, UQAM) assumait la direction administrative de 1995 à 1999. L'état du champ et nos contributions éditoriales respectives se reflètent cependant dans les 33 numéros publiés, depuis deux décennies, sous le titre *Revue Canadienne Droit et Société / Canadian Journal of Law and Society*. Dans les premières années, de 1986 à 1991, un seul numéro annuel paraissait, alors qu'à partir de 1992, le nombre d'articles soumis exigeait de passer à deux numéros par an. Au surplus, pour pouvoir approfondir certains enjeux ou encore ouvrir le débat à des questions peu abordées, l'idée de publier à l'occasion des numéros ou des dossiers thématiques émergeait et devint politique éditoriale.

Onze numéros thématiques ont ainsi été publiés. Ils ont porté sur *L'Éthique sociale et le discours sur les droits* (vol. 7-1, 1992), *Droit, sexualité et féminisme* (vol. 9-1, 1994), *Droit et culture populaire* (vol. 10-2, 1995), *Le droit comme facteur d'exclusion* (vol. 11-2, 1996), *Pluralisme juridique* (vol. 12-2, 1997), *Genre, ethnicité, (hétéro)sexualité et normes* (vol. 14-1, 1999), *Droit, espaces et racialisation* (vol. 15-2, 2000), *Citoyenneté, droits sociaux et cohésion sociale* (vol. 16-2, 2001), *Autochtonie et normativités* (vol. 17-2, 2002). Le volume 18-1, 2003, soulignait justement le *Rapport Arthurs sur le Droit et le Savoir : 20 ans après* alors que ce numéro anniversaire du volume 20, 2005, est consacré à la *Jurisprudence transculturelle*. En général, la préparation de tels numéros thématiques est confiée à des spécialistes invités, sur initiative du comité de rédaction, qui peut ainsi ouvrir le débat sur des objets négligés.

Depuis vingt ans, la *Revue* a publié près de 300 articles et notes de recherche et plus de 320 comptes-rendus de livres récents, pour un total d'au-delà de 8.000 pages. Ces contributions sont l'œuvre de 620 auteurs de toutes les disciplines des sciences sociales, et dont un tiers (qui s'accroît depuis quelques années) sont des femmes. À ces chiffres, il faudrait ajouter un nombre deux fois plus élevé d'articles soumis, mais qui n'ont pas franchi l'étape de l'évaluation externe. C'est aussi dire que des milliers d'évaluateurs spécialistes de nombreuses disciplines, du Canada et d'ailleurs, ont gracieusement accepté de commenter ces textes et ont ainsi contribué à améliorer le travail des auteurs, qu'ils soient publiés ou non. Je profite de l'occasion et les remercie de ce travail si essentiel pour la qualité de la *Revue*, les auteurs et la réflexion sur le droit. Ces chiffres alignés trop hâtivement indiquent certes que la recherche socio-juridique est loin d'être évanescence au Canada.

Par ailleurs, le nombre de textes proposés à la *Revue* par des auteurs d'autres pays ou portant sur des phénomènes qui dépassent la situation

canadienne s'accroît depuis plusieurs années. La tendance à l'internationalisation de la *Revue*, tant par sa substance que par l'origine des auteurs, des évaluateurs et de son auditoire, démontre que la politique éditoriale n'a pas pris le pli du repli sur les acquis. S'il est vrai que la *Revue* a accédé à une réputation certaine – pour ne pas dire « respectabilité », puisqu'elle est régulièrement subventionnée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada –, elle n'a pas succombé au sectarisme ou à des guerres intestines. Aucun manuscrit soumis n'est exclu d'emblée sur la seule base de l'objet traité ou de l'approche retenue s'il n'est pas de piètre qualité ou limité à une exégèse juridique classique. Depuis sa création, la *Revue* est restée fidèle à son mandat et ne s'est pas glissée au centre de la recherche juridique traditionnelle au Canada. Elle en est le complément nécessaire et demeure un forum ouvert aux débats interdisciplinaires *sur* le droit. Sur la scène internationale, elle occupe désormais une place qui est loin d'être marginale dans le domaine Droit et Société.

Il me reste à remercier les membres successifs du Comité de rédaction dont les conseils ont toujours été précieux. Ma gratitude va aussi à ceux et celles qui ont assisté et assistent la rédaction dans les diverses tâches si essentielles pour assurer le succès d'une revue scientifique, que ce soit la correspondance avec auteurs et évaluateurs, la révision des textes en français et en anglais et leur mise en forme, l'impression des numéros ou encore la gestion d'une multitude d'opérations. Je tiens finalement à souligner la contribution constante du Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal qui a appuyé de bien des manières la *Revue* depuis maintenant 15 ans.

Twenty Years of *CJLS*, 1986-2005

The *Canadian Journal of Law and Society / Revue Canadienne Droit et Société* is celebrating twenty years of existence this year. This occasion deserves commemoration and revisiting the *Journal's* accomplishments in light of its original mission. The *Journal*, like the Association of the same name to which it has belonged for the past fifteen years, is part of that "modest revolution" in legal research which Harry W. Arthurs intended to launch with his report *Law and Learning*, released in 1983 under the *aegis* of the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada.

Pursuant to this project, Arthurs also wrote a programmatic text which introduced the first issue of *CJLS/RCDS*, in 1986, and which I would summarize as follows, paraphrasing the author (pp. 1-4). Arthurs restates the central proposition of *Law and Learning*, namely the need to pay particular attention to non-traditional research, – to venture beyond the conventional parameters of intellectual inquiry prevailing in classical legal exegesis which impose constraints on the permissible range of theories, themes, data bases, methodologies and participants. The revolution which he invoked meant to

transform radically the dynamics of discourse in law faculties, legal institutions, political milieus and in society at large.

At the same time, Arthurs warned against the avatars of three fundamental characteristics of scientific revolutions, the most evident being their evanescence. He feared for the survival of socio-legal research in Canada in view of the inertia of Canadian law faculties, true bastions of an *ancien régime* of thought and instruction which would throw up no small number of roadblocks in the way of attempts at innovation. For Arthurs, the situation did not appear any more promising within other established social science disciplines, where socio-legal researchers were also quite marginalized and regarded as consumers rather than producers of theoretical and methodological ‘goods’ in their respective disciplines.

Secondly, Arthurs feared the tendency towards sectarianism and schismatic disputes to which revolutions are prone after an initial phase of unity and discipline in pursuit of a common goal. In the realm of Law and Society, beyond the desire to enlarge and deepen understanding of law as a social phenomenon, scholars would be far from unanimous in their ideological orientations, their methodological approaches and their notion of the degree to which they ought to be involved in the legal system itself. The Critical legal studies perspective is radically different from law and economics; quantification is often opposed to hermeneutic research; while the difficulties of interdisciplinary research exacerbate those cleavages. For this reason Arthurs strongly advised the editors of the *Journal* to maintain an open forum for multiple manifestations of socio-legal research and not to exclude the more speculative or polemical works, – evoking “merit”, but in fact pursuing intellectual fashion.

The third phenomenon accompanying revolutions which, according to Arthurs, requires vigilance is the quest for respectability, – for the very “normalcy” of the regimes which they seek to replace. If the objective of socio-legal research is to transform legal discourse, it will inevitably seek to be “useful” and to influence policy debates. Yet – and this still is the case – research aimed at assisting in political decision-making or determining policy is most often conducted within a non-controversial and conventional framework. Seeking to convince, it relies on common ground which, Arthurs points out, is often the habitat of “conventional wisdom”. The different types of funding available tend to devalue innovative research with the result that researchers resign themselves to pursuing what is ‘respectable’ rather than being left doing no research at all. Arthurs thus insists that:

[...] the *Canadian Journal of Law and Society*, and the entire project of socio-legal research, may conceivably find that at some point it has shifted from the margins to the centre of legal research. As remote and enticing as that possibility may seem today, it ought to be regarded as a mixed blessing. This suspicion of the respectable is neither a steely-eyed assertion of revolutionary resolve, nor a romanticization of the joys of being poor and unknown. It is rather a reminder that it has always been the business of serious scholars to

ask hard questions and explore the implications of hard answers. The revision of paradigms and the transformation of theory and practice are not likely to result from mere extrapolation of what is known and agreed. Without at least attempting such revision and transformation, we will not be testing ourselves to the full, or making our finest contribution to our discipline or our society.

What has been the contribution of the *Journal* over the past twenty years to the “modest revolution” invoked by Arthurs? Were his warnings justified? Did the avatars of characteristics associated with scientific revolutions confront successive editors and did they succeed in controlling them: evanescence, sectarianism or outright schism, the lure of respectability and conformity?

As editor of the *Journal* since 1999, it is difficult for me to speak for my predecessors: firstly Rainer Knopff, political scientist at the University of Calgary, who founded it in 1986 and became its first editor until *CJLS/RCDS* was moved to the University of Quebec in Montreal (UQAM) in 1990, where the editing has taken place to this date; he was followed by Claude Thomasset (Sciences juridiques, UQAM), who held the post from 1990 to 1995; Roderick A. Macdonald (Law, McGill) was scientific editor between 1995-1997 as was Marie-Andrée Bertrand (Criminology, University of Montreal) from 1997 to 1999; while René Côté (Sciences juridiques, UQAM) acted as administrative director from 1995 to 1999. The domains of Law and Society in Canada as well as our editorial contributions nevertheless are reflected throughout the 33 editions published in those two decades under the title *Canadian Journal of Law and Society / Revue Canadienne Droit et Société*. In the first years, from 1986 to 1991, a single volume came out each year, whereas beginning in 1992, the number of articles submitted made it necessary to put out two issues a year. As well, in order to explore certain issues in depth or to open debate on questions seldom posed, the idea of occasionally publishing special editions or thematic dossiers emerged and became editorial policy.

Eleven thematic editions were thus published. They covered the following topics: *Social Ethics and Legal Discourse* (vol. 7-1, 1992), *Law, Feminism and Sexuality* (vol. 9-1, 1994), *Law and Popular Culture* (vol. 10-2, 1995), *Law as a Means of Exclusion* (vol. 11-2, 1996), *Legal Pluralism* (vol. 12-2, 1997), *Gender, Ethnicity, (Hetero)Sexuality, and Norms* (vol. 14-1, 1999), *Law, Race and Space* (vol. 15-2, 2000), *Citizenship, Social Rights and Social Cohesion* (vol. 16-2, 2001), *Aboriginality and Normativity* (vol. 17-2, 2002). Volume 18-1, 2003 focussed specifically on the *Arthurs Report on Law and Learning: 20 Years Later* whereas this anniversary edition of volume 20, 2005 is dedicated to *Cross-cultural Jurisprudence*. Usually, the editing of such special issues is left to experts invited in by the editorial board, thus opening up debate on neglected subjects.

In twenty years *CJLS/RCDS* has published around 300 articles, research notes and review essays and more than 320 book reviews, producing a total of more than 8,000 pages. These contributions are the work of 620 authors

from all disciplines of the social sciences, of which a third (a number which has been growing for several years) are women. Added to this are the two-fold number of articles which are submitted to the *Journal* but do not pass the level of external evaluation. This is also to say that thousands of specialized referees from numerous disciplines both in Canada and elsewhere have graciously accepted the task of commenting on these texts, thus contributing to the improvement of the work of the authors, whether published or not. I take this occasion to thank them for this contribution which is essential in maintaining the quality of the *Journal*, of the work of the authors and of reflection about law. These aggregated figures indicate that socio-legal research is far from being evanescent in Canada.

It is also a fact that the number of papers submitted to the *Journal* by authors from other countries or which touch on issues beyond the situation in Canada has grown over the past number of years. The movement towards internationalization, both thematically and in its contributing authors, evaluators and audience, demonstrates that *CJLS/RCDS'* editorial policy has kept the *Journal's* mission alive. While it can be said that it has attained a certain reputation – and even “respectability” due to its regularly receiving subsidies from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, – it has nevertheless not succumbed to sectarianism or internecine wars. No manuscript is rejected out of hand on the sole basis of its subject matter or the approach it adopts so long as it is not of inferior quality or does not consist of a strictly conventional legal exegesis. Since its inception, the *Journal* has stayed true to its mandate and has not slipped into the centre of traditional Canadian legal research. It is its necessary complement and remains an open forum for interdisciplinary debate *about* law. At the same time, it occupies a far from marginal place in the domain of Law and Society on the international scene.

Finally, I wish to acknowledge the precious contribution of the successive members of the editorial board. I also express my gratitude towards all those who have assisted the previous editors and who are helping me now with the various editorial tasks, such as the correspondence with authors and referees, the editing of the final manuscripts in English and French, their formatting, the printing of the two yearly issues, as well as with numerous administrative procedures. The Département des sciences juridiques at University of Quebec in Montreal merits my special thanks for its continuous support over the last 15 years.